



SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

# ATTAC-LIÈGE

Bimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 61 • novembre 2010-janvier 2011

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Belgique -Belgie  
P.P.  
40-49 LIÈGE X  
9/2858

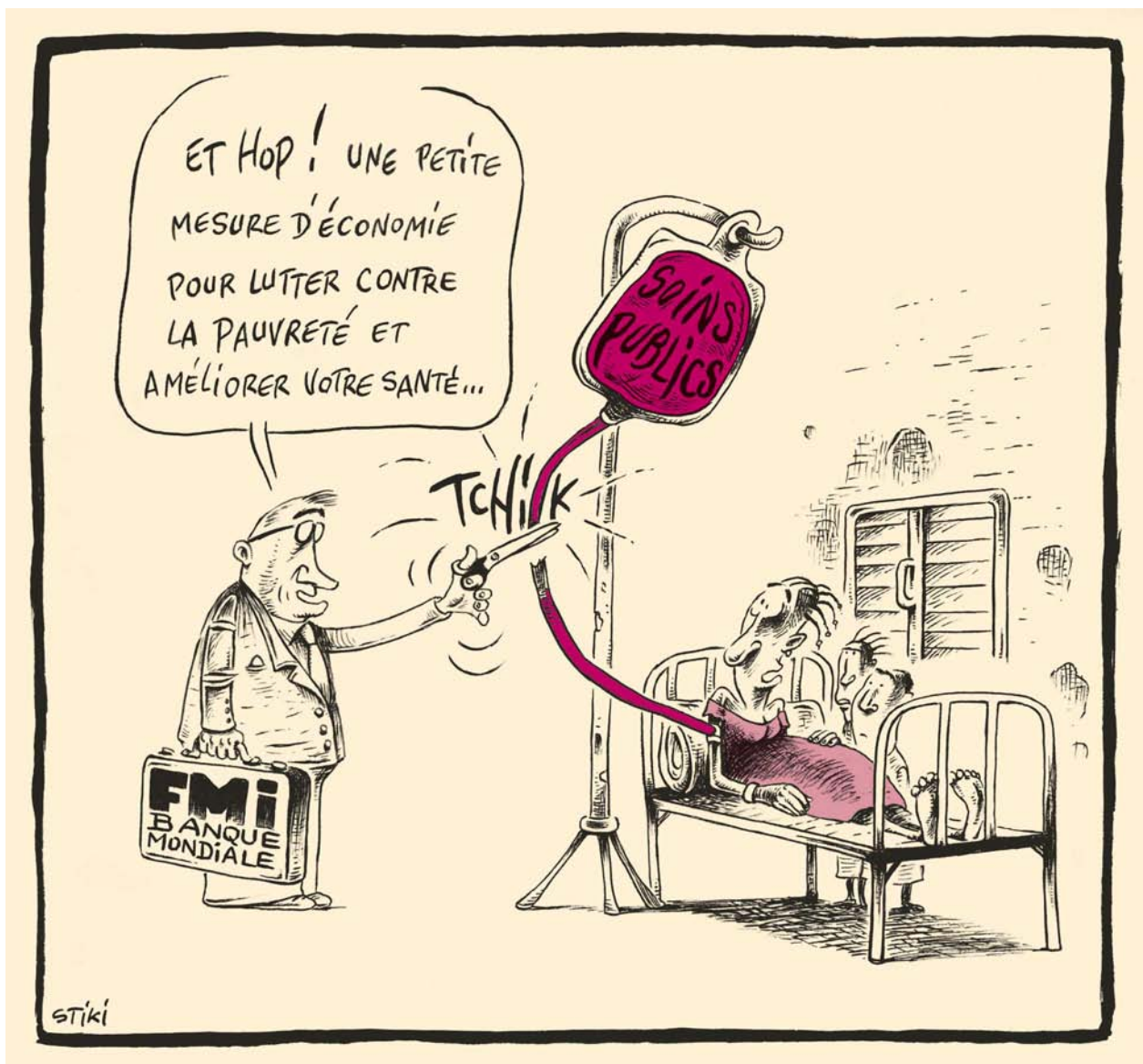


Illustration © Stiki-ledessindulundi.net



**Assemblée générale**

**Mercredi 23 février**

**à 19 h 30**

**à Liège, rue du Beau-Mur, 48**

**Attac-Liège**

Centre liégeois du Beau-Mur,  
Rue du Beau Mur, 48  
4030 Liège  
Tél : 04 349 19 02  
info@liege.attac.be  
www.local.attac.org/liege  
Permanence les mardis, et  
vendredis  
de 10 à 13 heures.

**Attac-Wallonie-Bruxelles**  
wal-bxl@attac.be

**Cotisations**

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (1,25 euros/deux mois\*)
- 15 euros pour les actifs ou 1,25 euros par mois\*)
- 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois\*)

**Compte n°**  
**001-3324624-25**

\* si vous optez pour l'ordre permanent

**Assemblée générale**

**Mercredi 23 février,**  
**à 19h30**

Le secret bancaire fiscal belge: une des armes les plus efficaces de la fraude.' Avec Daniel Puissant, membre d'Attac-Liège et secrétaire du RJF, qui exposera les objectifs et le déroulement de la campagne pour la taxation des grosses fortunes, et Paul Dumbruch, un des signataires et principaux artisans de la pétition qui avait demandé en 2007 la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale.

**Qui sème la misère récolte la tempête !**

**M**ais les vents qui soufflent en rafales sur la France ne sont (encore ?) que des tourbillons isolés dans notre petit royaume. Sommes-nous fascinés par des négociations gouvernementales sans issue comme par le regard de Kaa ? Ou les menaces sur nos droits (sécurité sociale, pensions de retraite...) ne sont-elles pas encore assez claires ? Pourtant partout en Europe désormais les recommandations de la stratégie de Lisbonne se déclinent en clair : allongement de la vie active (c'est-à-dire recul de l'âge de la pension), encouragement à souscrire à des fonds de pension, réduction des allocations sociales, diminution des salaires, tout ça en poursuivant un objectif de 'plein emploi', en fait en généralisant la précarité. La dette publique a bon dos pour justifier les mesures d'austérité, en oubliant que son augmentation est doublement le résultat de la crise : diminution des rentrées parce que ralentissement économique et renflouement des banques sans la moindre contrepartie de contrôle ou même de conseil.

Demander un audit de la dette pour déterminer quelle partie pourrait être odieuse ou illégitime, oui ! Mais aussi, mais surtout aller chercher l'argent là où il se trouve : taxer les grosses fortunes en levant le secret bancaire et rétablissant un impôt progressif sans plafond (voir l'encadré sur la campagne du Réseau Justice fiscale et le site très clair qui correspond à la campagne [http://www.hetgrotegeld.be/index.php/les\\_grosses\\_fortunes/Nouvelles/show](http://www.hetgrotegeld.be/index.php/les_grosses_fortunes/Nouvelles/show)), taxer les transactions financières et (lourdement) toute transaction qui transiterait par un paradis fiscal, refuser en revanche toute augmentation des impôts indirects telle la TVA, par définition socialement injuste. Notons à propos de fiscalité que même des personnalités a priori peu favorables à nos idées (Etienne de Callataj et Bruno Colmant !) prônent un impôt qui porterait autant sur les revenus mobiliers que sur ceux du travail. Soutenons tous les mouvements sociaux, ici et partout en Europe !

Ce numéro propose une mosaïque

d'articles – finance, fiscalité, sans-papiers, climat, des comptes-rendus d'ouvrages et de rencontres – mais la dispersion n'est qu'apparente. En fait, tout se tient (par la barbichette). Le changement climatique sur le long terme, la violence à l'égard des migrants là maintenant, comme la violence d'état face à des menaces terroristes inventées qui permettent arrestations préventives et passages à tabac, autant de conséquences d'un (dés)ordre basé sur la recherche du profit.

Les débats, rencontres, conférences que nous vous proposons prennent leur place dans un projet d'«éducation populaire», c'est-à-dire d'information contribuant à une meilleure compréhension des problèmes auxquels nous sommes confrontés pour nous permettre d'agir en connaissance de cause.

Le cycle géopolitique va se poursuivre après Noël. Le samedi 2 décembre, nous en saurons davantage sur l'Inde, sa position dans le monde, les problèmes sociaux et environnementaux, ce qui pourrait changer. Le 5 février, nous passons au Brésil, désormais celui de Dilma et plus celui de Lula, et le 26 mars nous serons en Afrique du Sud, un pays dont la situation interne est catastrophique mais qui paradoxalement compte de plus en plus sur l'échiquier du monde. Mais nous ne nous arrêtons pas au constat, nous cherchons aussi des alternatives. Or certaines sont mises en place dans quelques pays d'Amérique du Sud. Le spécialiste de l'évolution récente dans ces pays, c'est Éric Toussaint, et il en parle le 5 mars 2011 dans le cadre de son cours en Sciences politiques, 'Relations Nord/Sud', de 10 à 18 h. Nous vous invitons donc à nous y rejoindre.

Entre le moment où nous mettons en page et celui où vous recevrez ce bulletin, nous aurons mis en exergue, le mercredi 17 novembre, la problématique de l'eau et de sa privatisation trop fréquente. Si vous avez raté cet événement, voyez comment rattraper le film *Water Makes Money* <http://www.water-makesmoney.com/fr/le-film.html>. L'eau, de plus en plus, est aussi un

enjeu géostratégique.

Après, il sera grand temps de nous interroger, dans un autre cycle de formation, sur les mesures d'austérité qui nous sont imposées, à qui elles profitent, comment les éviter. Pour cela, nous parlerons fiscalité, lutte contre la fraude fiscale, audit de la dette publique, banques publiques ; nous parlerons pensions de retraite, emploi (comment combattre chômage, précarité, souffrance au travail) ; nous définirons le rôle d'un état social actif.

A partir de janvier, nous lançons une série de séminaires menés par Englebert Renier sur le fonctionnement de l'Union européenne et l'influence directe de décisions de la

Commission européenne sur notre quotidien et en septembre, Vicky Goossens reprend la lecture de l'économie, cette fois en se penchant sur l'actualité financière.

Un mot enfin de nos AG en 2011 : le mercredi 23 février, elle portera sur le thème suivant : 'Le secret bancaire fiscal belge: une des armes les plus efficaces de la fraude', avec Daniel Puissant, membre d'Attac-Liège et secrétaire du RJF et Paul Dumbruch, un des artisans de la pétition qui avait demandé en 2007 la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale ; le mercredi 4 mai, nos AG statutaires pour renouveler le Groupe de

coordination et le Conseil d'administration (l'occasion de s'impliquer davantage ?) ;

le mercredi 22 juin, sur la question de l'objection de croissance.

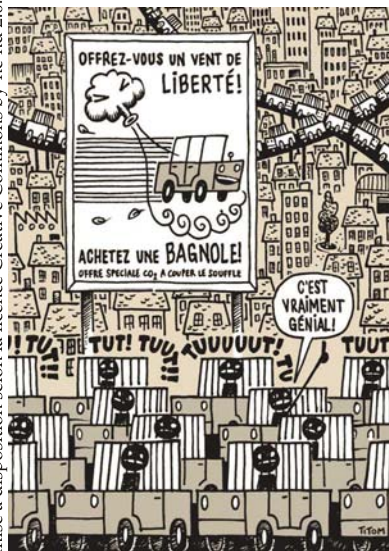
Si nous voulons construire l'avenir à l'échelle planétaire, il nous faut aussi nous glisser dans toutes les failles et les contradictions du système, profiter de chaque occasion de contrecarrer la machine à faire du fric, de promouvoir partout où nous le pouvons une économie véritablement solidaire, . . .

« Les taux de malnutrition ont chuté, mais pas assez rapidement pour atteindre l'objectif d'éradiquer la faim en 2015... Les crises ont rendu la situation encore plus difficile. La Banque mondiale estime que 64 millions de personnes supplémentaires ont sombré dans la pauvreté extrême en 2010 (vivant avec moins de 1,25 dollar par jour). D'ici 2015, 1,2 million d'enfants âgés de moins de cinq ans risquent de ne pas achever le cycle primaire et environ 100 millions de personnes en plus risquent de rester privées d'accès à l'eau potable. La crise alimentaire de 2008 semble appartenir au passé. Mais elle n'a pas disparu. Pour la première fois de l'histoire, plus d'un milliard de personnes se coucheront tous les soirs le ventre vide... »

Et qui dit ça ?

**Robert B. ZOELLICK,**  
président du Groupe de la Banque mondiale.

Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be



« Si donc le prolétariat renverse la domination politique de la bourgeoisie, son triomphe ne sera qu'un facteur au service de la révolution bourgeoise elle-même, tout comme en l'an 1794, tant que, dans le cours de l'histoire, dans son «mouvement», ne sont pas créées les conditions matérielles qui rendent nécessaire l'abolition du mode de production bourgeois et, par conséquent, la chute définitive de la domination politique bourgeoise. (...) Au cours de leur évolution, (les hommes) doivent d'abord «produire» eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ou de la volonté ne peut les libérer de cette destinée.»

(Karl Marx, *La critique moralisante et la morale critique*).

À transposer au temps présent...

Vous vous souviendrez de la synthèse qu' Aloys Moray nous avait proposée de l'enquête sur la clause de l'Européenne la plus favorisée. Vous pouvez les retrouver en vidéos des Femmes prévoyantes socialistes à l'adresse [http://www.solidaris.be/solidaris\\_be/femmes-prevoyantes-socialistes/mouvement/campagnes/campagne-video-pour-la-clause-de-l-europeenne-la-plus-favorisee.html](http://www.solidaris.be/solidaris_be/femmes-prevoyantes-socialistes/mouvement/campagnes/campagne-video-pour-la-clause-de-l-europeenne-la-plus-favorisee.html) (je sais, c'est un peu long comme adresse, mais ce n'est pas facile à trouver !)



## COMPTE RENDU

### Climat et géo-ingénierie

Christine Pagnouille

**L**es atteintes au climat, à notre environnement, cela nous concerne évidemment. En témoigne notre implication dans le Camp Action Climat (voir le numéro 60). Tout ce qui dépend de l'action de l'homme est politique, et la détérioration de l'environnement est en grande partie liée à un système économique. A prendre en compte aussi, les folles tentatives de modifier le climat par la technologie (ce que l'on appelle la géo-ingénierie), qui servent également des fins militaires et industrielles. Le 29 octobre 2010, les 193 membres de la

Convention sur la diversité biologique (CDB) des Nations unies réunis à Nagoya ont adopté par consensus un moratoire sur les projets de géo-ingénierie. D'après certains, comme G. Edward Griffin, souvent accusés de céder à la théorie du complot, cela fait en fait plusieurs décennies que des particules d'aluminium et autres particules fines et nocives sont dispersées en altitude. Cela signifierait que beaucoup des signataires ne respectent pas leur engagement. Il serait important de savoir ce qu'il en est. Un des rares chercheurs à parler ouverte-

ment des recherches dans ce domaine est le Canadien David Keith (voir <http://people.ucalgary.ca/~keith/geo.html>).

Par ailleurs, qu'attendons-nous pour exiger des taxes sur le kérosène utilisé dans l'aviation, le contrôle des grandes entreprises qui contribuent massivement à la détérioration du climat, la fin d'un mode de production / distribution 'à flux tendus' qui favorise les transports les plus polluants, la promotion de la production / consommation locales... ?

## lesgrossesfortunes.be



### NE LAISSEZ PAS ECHAPPER LES GROSSES FORTUNES!

Un nouveau site à visiter: « [lesgrossesfortunes.be](http://lesgrossesfortunes.be) »

La lutte pour une fiscalité plus juste vous intéresse?

Mais vous trouvez un peu compliquées des notions comme « progressivité de l'impôt », « fraude fiscale », « intérêts notionnels », « taxe sur les transactions financières », etc.

**VISITEZ CE NOUVEAU SITE:** il permettra de répondre à beaucoup de vos questions!

Ce site initié par le Réseau pour la Justice Fiscale (RJF) dont ATTAC Wallonie-Bruxelles est membre actif et Financieel Actie Netwerk (FAN) est un des outils de la nouvelle campagne « **NE LAISSEZ PAS ECHAPPER LES GROSSES FORTUNES** ».

L'impôt est nécessaire, car il est le prix de la civilisation, mais les grosses fortunes financières et les gros revenus y échappent bien trop facilement.

**Une autre fiscalité est possible!**

Pour en savoir plus, rendez-vous sur « [lesgrossesfortunes.be](http://lesgrossesfortunes.be) »



**Enkel gewone mensen  
betalen belastingen**

**Vive l'impôt... juste !**





**François Houtart,**  
L'Agroénergie. Solution pour le climat ou sortie de crise pour le capital ?  
Bruxelles, Couleur livres, 2009, 216 p., 19 euros (avec index)



**Aurélien Bernier, Michel Marchand et le M'PEP,**  
Ne soyons pas des écologistes benêts : Pour un protectionnisme écologique et social,  
Mille et une nuits, 2010, 195 p., 3,95 euros



**Daniel Tanuro,**  
L'Impossible capitalisme vert,  
La Découverte, 2010, 305 p., 16 euros

**D**eux livres sur le rapport entre changement climatique et système économique et politique sont sortis cet été, et leur propos est frappant de similarité. L'un comme l'autre démontre de façon imparable le lien entre production capitaliste, visant un profit maximum sans aucun égard ni pour les conditions de travail ni pour les conséquences sur l'environnement, et le désastre que représente à terme (et dans bien des cas tragiques dès aujourd'hui) le changement climatique.

Le même propos avait déjà été développé par François Houtart dans son étude sur l'agroénergie publiée un an plus tôt. Lui aussi, dans un chapitre crucial, épingle les mécanismes capitalistes qui sont proposés comme solutions et démontre leurs limites, qu'il s'agisse de la publicité qui vante les vertus de véhicules moins voraces en carburant (qui permet aux constructeurs de continuer à vendre) ou du système de cotation en bourse des quotas d'émission de carbone ou encore de ce qui a été appelé les 'Mécanismes de développement propre', autre source de revenus qui peuvent être plantureux à partir de pratiques qui peuvent être tout aussi nocives pour l'environnement, comme des plantations d'eucalyptus qui vont tuer le sol pour des générations. Donc même quand certaines mesures ont bien un effet favorable à la réduction des gaz à effet de serre (GES), elles ont en commun comme faille ir-

rémédiable de ne pas tenir compte de conséquences à plus long terme écartées comme 'externalités', un mot dont nous avons appris qu'il est la source bien des maux : c'est tout ce dont l'entreprise ne tient pas compte, l'exemple classique étant l'entretien des routes, assuré par l'état, donc par nos impôts, alors qu'il est rendu nécessaire par le trafic de poids lourds qui veillent à un approvisionnement à flux tendu ; dans ce cas, ce seront les délocalisations ou encore (puisque Houtart s'occupe essentiellement d'agrocaburants), résultats directs de la production de plantes à transformer en énergie, la pénurie alimentaire, la pollution des nappes aquifères, la destruction des sols par monocultures, la disparition de l'agriculture paysanne et sa conséquence, les mouvements de migration vers les villes et la migration vers les pays riches. Migration, disiez-vous ?

Une grande partie de l'ouvrage du M'PEP détaille les mécanismes destructeurs déployés par le capitalisme et comment les mesures 'vertes' sont en fait utilisées pour multiplier les profits selon de nouvelles voies. Il met ensuite en cause la lenteur d'une réaction appropriée tant chez les syndicats qu'au sein de partis politiques qui se disent de gauche.

Dès les premières pages, Tanuro démontre que pour résoudre la contradiction entre deux exigences incompatibles (il faut produire da-

vantage pour satisfaire les besoins élémentaires de tous les habitants de la planète et il faut produire moins sous peine de catastrophe écologique majeure), il nous faut non seulement une profonde transformation politique mais un véritable changement de société. Ingénieur agronome de formation, l'auteur décrit les processus de destruction des glaciers et calottes glaciaires tant dans l'Antarctique que dans l'Arctique, et sa première conséquence, l'inondation des plaines côtières où vit une partie importante de la population mondiale. Il précise ensuite que ce basculement climatique n'est pas dû à l'activité humaine en soi, mais au productivisme industriel accompagné de surconsommation qui a marqué ces deux derniers siècles. Par ailleurs des inventions permettant d'utiliser le rayonnement solaire existaient déjà au 19<sup>e</sup> siècle, mais ont été écartées, non pour leur efficacité moindre mais parce qu'elles portaient ombrage à l'industrie du charbon (puis du pétrole). Autre procédé simple et efficace : la cogénération, très peu utilisée. Par le pouvoir des mots (« réchauffement anthropique »), on fait croire à chacun qu'il a une responsabilité personnelle s'il prend un bain chaud ou laisse le chauffage sur 21°. Structuellement et techniquement, il est possible de se servir désormais exclusivement de l'énergie solaire sous l'une ou l'autre forme de .../...

.../... concentration, mais il s'agit d'un choix politique. Les obstacles sont la course au profit et la croissance de la production (et consommation) matérielle. Or les politiques proposées, comme noté dans les deux autres ouvrages, sont dans le droit fil de la création de profit. Sans parler des mécanismes financiers, les multinationales, soutenues par les états, s'enferment dans des technologies qui reposent encore sur les gisements fossiles ou détruisent la biosphère. Devant l'urgence et la gravité de la situation, les trois auteurs dessinent des solutions fort proches. Dans tous les cas, il faut sortir des paradigmes de l'accumulation capitaliste et articuler luttes sociales et

luttes écologiques. Tanuro écrit qu'une « issue rationnelle » combinerait « quatre mouvements simultanés » : (1) satisfaire les besoins sociaux réels ; (2) « réduire la production matérielle en diminuant le temps de travail et en supprimant les productions inutiles et nuisibles ainsi qu'une part substantielle des transports ; (3) augmenter radicalement l'efficacité énergétique et passer complètement aux énergies renouvelables... ; (4) créer les conditions politiques et culturelles d'une responsabilisation collective pour ce qui est produit, donc consommé, par une prise en charge démocratique de la transition. » Ces mouvements sont interdépendants et leur réalisa-

tion simultanée est incompatible avec le système capitaliste. En même temps que la relocalisation de l'économie, l'ouvrage du M'PEP prône un « protectionnisme écologique, social et universaliste » et aux règles libre-échangistes de l'OMC il oppose la Charte de La Havane, prolongement économique de la Charte des Nations Unies. Quant à Houtart, les pistes de solutions qu'il esquisse reprennent les quatre grands principes qu'il avait énoncés lors de notre Université de 2009 : utilisation durable des ressources naturelles, priorité de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, généralisation de la démocratie et multiculturalité.

<http://www.legrandsoir.info/L-impossible-capitalisme-vert.html>

<http://www.legrandsoir.info/Ne-soyons-pas-des-ecologistes-benets.html>

## PREMIÈRE FORMATION DU CYCLE «GÉOPOLITIQUE», le samedi 2 octobre 2010 : la Chine

Compte-rendu par Christine Pagnouille

Salle Wittert, Université de Liège

**P**hilippe Cohen, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Marianne*, auteur et co-auteur de deux livres au titre accrocheur : *Le vampire du milieu* et *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?*, déclare vouloir s'inscrire en faux par rapport aux idées reçues. Sa présentation assez critique du « libéralisme au service du néolibéralisme » se démarque sans doute des vues de certains milieux économiques soucieux d'investissement ; elle est en revanche tout à fait dans l'air du temps. Ceci dit, il met le doigt sur la création d'une énorme réserve de main d'œuvre (les travailleurs migrants) par l'arrêt des aides aux entrepreneurs ruraux et sur le pragmatisme économique qui prévaut dans la présence chinoise à l'étranger, c'est-à-dire aujourd'hui essentiellement en Afrique, où les entreprises chinoises exploitent les ressources en matière première (surtout pétrole et minerais) et, en échange, développent les infrastructures (y compris stades et écoles), mais surtout avec de la

main d'œuvre chinoise 'exportée'. Eric Florence, sinologue liégeois, décrit la complexité de la situation sociale actuelle en Chine. Il retrace à grands traits l'histoire récente de cet immense pays. L'ère maoïste, par son grand mouvement de transformation de la société qui renverse la

hiérarchie sociale ('retournement des corps'), a profondément marqué la population ; pendant des années, la mobilité a été nulle, tant sociale que géographique ('livre de résidence' ou passeport interne) ; un système hiérarchisé d'allocation de biens et de services est mis en





## PREMIÈRE FORMATION DU CYCLE «GÉOPOLITIQUE»

place, en donnant un net avantage aux citoyens. Les ouvriers étaient les maîtres du pays, la nouvelle aristocratie. Ces privilèges vont être mis à mal par le tournant néolibéral. Un système totalitaire devient autoritaire en gardant un fort contrôle centralisé (passage à un 'autoritarisme juridique' et donc à une forme d'état de droit). L'idéologie ne parle plus de lutte des classes mais de développement et qualité de la population. Bref, un nouveau bouleversement amène à marginaliser les ouvriers et à valoriser les travailleurs migrants tout en attirant les investissements étrangers. Le coût humain du miracle économique chinois est lourd : les salaires restent bas, le temps de travail est souvent extrêmement long, les

accidents de travail se comptent par dizaines de milliers par an, avec des milliers de morts, surtout dans les mines.

Florence nous rappelle l'intérêt des documentaires de Wang Bing, notamment *À l'ouest des rails* qui décrit le démantèlement d'une grosse entreprise sidérurgique et la déréliction des ouvriers, mais aussi *Feng-ming*, ce témoignage d'une communiste convaincue brisée, elle et les siens, en même temps que son idéal.

Agnès Sinaï, elle, esquisse la destruction du milieu naturel, après avoir fait remarquer que comme d'habitude l'environnement est abordé en fin de séance, comme s'il n'était pas l'élément le plus important dans notre présence au monde. L'hyper-

croissance industrielle chinoise repose sur une extrême précarité écologique – pollution des rivières et des nappes phréatiques qui amène une grave pénurie d'eau dans des zones pourtant irriguées, désertification de sols dénudés qui ne sont plus cultivables. Nous renvoyons à l'article du Monde diplomatique qu'Agnès Sinaï a mis à notre disposition et qui est accessible sur le site d'ATTAC-Liège 'Face au cauchemar climatique'.

Un débat animé avec un public nombreux (quelque 130 personnes) a ponctué cette après-midi dense en information, même si elle nous laisse encore sur notre faim quant au rôle géopolitique de ce géant multiséculaire.

## DEUXIÈME FORMATION DU CYCLE «GÉOPOLITIQUE»

### le samedi 6 novembre 2010 : la Russie

Compte-rendu par Christine Pagnouille

à la Salle «Article 23»

**T**rois intervenants à nouveau pour tenter d'y voir plus clair dans l'évolution de la Russie post-soviétique.

Julien Vercueil, directeur d'une licence professionnelles à l'Université de Lyon et auteur de l'ouvrage *Les pays émergents Brésil – Russie – Inde – Chine. Mutations économiques et nouveaux défis* (Bréal, 2010), contraste trois périodes depuis l'effondrement de l'économie de 1991 à 1994 (arrêt des investissements, chute de la production et de l'espérance de vie) : une stabilisation virtuelle par la mise en œuvre de recettes du FMI ; aux mesures d'ajustement structurel habituelles dont une libéralisation à tout va (un tableau éloquent montre comment des banques se sont arrangées pour acheter des consortiums de production d'hydrocarbures) s'ajoute le non-paiement des dettes par l'état ; le retour à l'équilibre budgétaire est donc purement virtuel et débouche sur un krach en 1998 et une crise po-

litique avec une nouvelle équipe au pouvoir (exit Eltsine, advient Poutine). Grâce au redressement du cours des hydrocarbures, la nouvelle équipe relance l'économie russe. L'état rembourse ses créanciers, dévalue la monnaie, ce qui relance les exportations, reprend la main sur une partie du secteur des hydrocarbures. En 2008, la Russie est un des pays qui a le plus mal résisté à la crise. Une des raisons en est la trop grande dépendance à ce secteur unique et à ses clients européens.

Après avoir mentionné le déclin démographique spectaculaire depuis la dissolution de l'URSS, Charles Urjewics, Professeur à l'INALCO, nous parle du caractère atypique de l'empire russe, d'un seul tenant de la Baltique au Pacifique et de l'Océan arctique au Caucase, historiquement soucieux d'intégrer les peuples annexés en respectant le plus souvent leur langue et leur culture, ce qui était peu propice à l'élaboration d'une identité nationale. Dans les années 1990, Eltsine

prône la « russification » et s'appuie sur l'église orthodoxe, avec peu de succès.

Philippe Condé, économiste enseignant à l'école de gestion de Reims, évoque, lui, la catastrophe écologique particulièrement aiguë dans l'ex-URSS suite à l'absence de réaction politique. À la pollution de l'air et de l'eau, conséquence de l'industrialisation lourde, s'ajoute la menace nucléaire : sans doute plus de 5000 tonnes de déchets produits par an, 250 sous-marins nucléaires à démanteler, ... Depuis quelques années, on observe une prise de conscience du coût économique et sanitaire de la pollution. Medvedev a pris quelques décisions qui tiennent timidement compte des demandes des écologistes, notamment pour le tracé d'un oléoduc qui devait passer trop près du lac Baïkal.

C'est dans le débat avec la salle que sera évoquée la corruption qui fait rage à tous les niveaux et est officiellement estimée à 25 % du PIB !

# COMPTE RENDU

## Économie sociale

Christine Pagnouille

**U**ne soirée sur les paradoxes de l'économie, entre les tentatives de développer des entreprises sociales et solidaires et le rouleau compresseur des multinationales.

Elle a eu lieu le mercredi 6 octobre avec trois intervenants, Bruno Frère, auteur du récent ouvrage *Le nouvel esprit solidaire* (voir bref compte-rendu dans le numéro 60), Dimitri Coutiez, coordinateur à Propage-s (entreprise d'économie sociale) et Henri Houben, chercheur au GRESEA, auteur d'un dossier sur les multinationales.

Henri Houben nous décrit la forme la plus achevée d'un système capitaliste déshumanisé, tout le contraire d'une économie sociale et solidaire : des entreprises de grande taille, fonctionnant dans différents pays, avec un centre qui contrôle l'ensemble et vers lequel convergent les profits. L'emprise des multinationales sur l'économie mondiale a augmenté de plus de 20% en trente ans pour atteindre 66,4% en 2006. Leurs bénéficiaires ont connu une croissance énorme jusque fin 2007, et même au-delà. On remarque que les dix plus grosses entreprises, comme le secteur pharmaceutique, conti-

nent à bien se porter, merci pour eux. L'emploi en revanche stagne depuis le début des années 70. Comme la part dévolue aux salaires n'a cessé de diminuer, il ne faut pas s'étonner d'une crise de surproduction par rapport à la demande solvable et non bien sûr aux besoins réels. Système de rentabilisation et d'accumulation du capital, les multinationales enrichissent une poignée de gros actionnaires au détriment de la majorité tout en créant les conditions de la crise actuelle. Elles sont l'incarnation même d'un système inégalitaire, injuste et inefficace.

### **Quelles formes alternatives face à ce rouleau compresseur ?**

Bruno Frère compare la précarité au travail qui prévaut aujourd'hui aux conditions de travail du 19<sup>e</sup> siècle dans nos pays industrialisés. Il reprend le concept de « désaffiliation » (Robert Castel) : le sentiment d'être en marge de tout. Face à une crise similaire, la réponse pourrait l'être aussi : recréation de coopératives, d'initiatives locales tant pour la consommation – les Groupes d'Achat en Commun – que pour le

financement – des banques de microcrédits, bref toute une économie non capitaliste qui porte l'espoir d'une société différente.

Dimitri Coutiez examine en détail les politiques publiques de soutien à l'économie sociale en Région wallonne, où des critères clairs ont été établis pour la reconnaissance en tant qu'entreprise d'économie sociale :

- service à la collectivité comme finalité,
- primauté au travail et non au capital,
- autonomie de gestion,
- gestion participative des entreprises (un homme une voix).

Les entreprises sociales offrent un modèle alternatif, mais qui reste inscrit dans le système. Elles comprennent notamment des entreprises d'insertion, de services aux personnes et de services aux entreprises. Autant d'initiatives nécessaires, inscrites dans le secteur marchand, qui peuvent être perçues comme des béquilles pour un système boiteux mais portent aussi en elles une logique différente.

## Pour que la main demeure invisible, il faut bien que l'œil soit aveugle\*

Didier Epszajn

Éric Toussaint,  
*Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui,*  
Éditions Cerisier, 2010, 8 euros

**D**ans ce petit livre, Éric Toussaint nous propose des lectures de textes de prédécesseurs de la pensée néolibérale (Adam Smith, Jean Baptiste Say, David Ricardo,...), en soulignant les écarts entre les sources avouées et les théories actuelles. L'auteur met en perspective historique l'idéologie libérale (dont son éclipse entre 1930 et les années 70).

La présentation et les analyses permettent une puissante dénaturalisation des postulats idéologiques qui servent de soubassement aux politiques « contre réformistes ». Je souligne de ce point de vue les trois encadrés « Le FMI et l'inexistence du chômage involontaire », « Les aberrations des penseurs néolibéraux et néoclassiques » et « Le rapport Doing Business de la Banque mondiale : un précis de politique néolibérale ».

Il ne faut pas prendre à la légère les effets de l'assimilation des rapports sociaux à des phénomènes naturels. Les constructions de "lois" compa-

rables à celles élaborées dans les sciences naturelles ne peuvent être que frauduleuses par rapport à la pensée scientifique, voire à la pensée tout court. De réduction en réduction, les « élaborations » néolibérales font de la société un mécanisme naturel, de l'économie la clé qui ouvre la connaissance de tous les phénomènes sociaux, du marché l'optimisation des ressources et de l'opprimé "privilegié" un oppresseur. « L'ultime argument des néolibéraux pour défendre leur bilan, c'est de dire qu'il n'y a toujours pas d'allocation optimum des ressources parce que nulle part, il .../...



# SÉOUL : LE NOUVEAU FLOP

Vicky Goossens

.../... n'y a de fonctionnement sans entrave de marché. Il s'agirait donc de lutter contre les entraves dans la perspective lointaine d'une prospérité générale. »

Tout cela n'en reste pas au monde des idées. Comme le souligne l'auteur « Si l'on y regarde bien, le Chili à partir du 11 septembre 1973 a constitué dans l'hémisphère Sud un laboratoire dans lequel a été mis en pratique, d'une manière particulièrement violente et brutale, le projet néolibéral ». En effet, et il conviendrait d'insister particulièrement sur ce que sont les « Chicago boys », non pas des économistes (même si à leurs yeux « l'économie ainsi conçue devient en quelque sorte la théorie générale du comportement humain ») mais des idéologues, dont les délires antidémocratiques ont eu des applications sanglantes (Yves Delazay et Bryan G. Garth : La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'état en Amérique latine, entre notables du droit et 'Chicago boys', Seuil Liber, Paris 2002).

Comme le dit si bien Nicolas Bénéis dans le n°7 de la revue Contre-Temps (Syllepse, Paris septembre 2010) : « Pour comprendre le monde et avoir une chance de le transformer, il est nécessaire d'aborder l'économie en lien avec toutes les autres sciences sociales : le fait politique est la synthèse de toutes les sciences sociales. »

Ce livre d'Éric Toussaint met à nu les nouveaux dieux, décrypte les manières de penser, les kits idéologiques dominants et prend le contre-pied de la naturalisation des relations humaines qui tend à faire croire que ce ne sont pas les hommes qui font l'histoire.

\*Le titre de cette note est une citation, reprise aussi par Éric Toussaint, de Daniel Bensaïd.

**L**es déclarations d'intentions sont réitérées : volonté de coopération soutenue en vue d'une croissance forte, du retour à l'emploi, du renforcement des protections sociales et du développement accéléré des économies des pays les plus pauvres. Mais au-delà, les décisions et les actes du Sommet du G20 à Séoul, tant attendu pour le lancement d'une vraie réforme en réponse à la crise, restent lettre morte. Le ton édulcoré et consensuel masque un débat acide et tendu sur fond de guerre des monnaies qui devrait s'aggraver dans les mois à venir. Et Nicolas Sarkozy, très effacé à Séoul mais promu Président de la prochaine rencontre 2011 en France, de se projeter en sauveur mondial, de s'y réserver l'opportunité de solution in extremis et d'y récolter la palme propice au prochain mandat.

Le G20 se centre sur la politique monétaire internationale, avec la crise économique occidentale en toile de fond. La régulation des institutions financières comme toute autre mesure de stabilité financière, progressivement rabotée, reste en suspend. Le Conseil sur la stabilité financière admet d'ailleurs que cette dernière prendra des années encore. Les volontés de relance économique (à coup de plan d'austérité ??) priment sur les enjeux d'un nouvel ordre financier mondial.

## La régulation financière

Concrètement, la réforme du FMI est adoptée. Les parts des membres seront doublées ; 6% des votes de l'UE sont transférés vers des pays sous représentés. Le G20 poursuivra cette réforme tant au niveau du FMI que de la BM, histoire de consolider le rôle et les moyens de ces institutions qui, indépendamment des dikats politiques désastreux qu'elles imposaient à leurs « protégés », n'avaient même pas perçu les risques de la crise mondiale du siècle.

Réguler les opérations spéculatives, supprimer les paradis fiscaux, moraliser la rémunération des traders, contrôler les fonds, taxer les opérations financières – autant de points dont il a été, semble-t-il, suffisamment débattu. Passons à autre

chose : les États proposent des mesures qui garantissent in fine le maintien du système.

Bâle III, dont les applications sont prévues pour 2015, 2018 et 2019 (pas demain la veille), n'a pas encore bouclé les normes de solvabilité et de liquidités des banques, ni son système de prévention des risques de crise. Mais les lobbies financiers, tout en saluant le bien fondé d'une meilleure régulation, préfèrent leurs menaces et organisent parallèlement au G20 de Séoul leur « Business summit ». Ainsi les mesures de Bâle III exigeraient un coussin supplémentaire : elles représentent, disent-ils, un « tsunami pour les banques et le financement des entreprises ». Les conséquences, mesurées par leurs soins : 5% de réduction du commerce international, moins 0,6% de PIB par an et perte de 5 millions d'emplois par an ! Comprenez : si les ratios de réserve de liquidités sur le capital doivent augmenter (la proportion d'argent qu'une institution financière doit avoir 'en vrai' par rapport à ce qu'elle engage), il faut soit diminuer les dividendes, ce que refusent les actionnaires, soit admettre le crédit plus rare. La menace n'est pas déguisée : les taux d'intérêt grimperont et les PME comme la population seront les plus touchées puisque les grandes entreprises, elles, pratiquent leurs propres émissions de crédit.

Le Conseil sur la stabilité financière voudrait imposer aux établissements les plus menaçants pour le système global ("too big to fail") des capacités supérieures à celle de Bâle III, mais cela n'inquiète guère les banquiers : l'UE obtiendrait des modifications de Bâle III. Le parlement européen n'a-t-il pas déjà fait montre de bonne volonté en refusant à la majorité des voix la taxation des transactions financières ? Ceci dit, paradoxalement, elle vient de voter une Loi d'encadrement des activités des fonds spéculatifs. Se prémunit-elle contre de prochaines attaques contre des États-membres de plus en plus nombreux en passe de défaut de remboursement de leur dette souveraine ?

.../...

## SÉOUL : LE NOUVEAU FLOP

.../...

### **La guerre des monnaies**

Malgré un discours apaisant, la mise sur table de la question épineuse des changes a raidi les positions. Sont incriminés les déséquilibres commerciaux et les avantages de compétitivité liés à la sous évaluation ou la dévaluation de certaines monnaies.

D'une part, la Chine jouirait d'excédents commerciaux somptueux grâce à un yuan dont la valeur serait sous-estimée. D'autre part, les États-Unis lancent la proposition de limiter à 4% l'excédent de la balance des paiements de chaque pays, mais optent pour une politique expansionniste de leur monnaie et comptent donc sur la planche à billet pour résoudre les problèmes de la production et de l'emploi. La mesure a priori socialement intéressante lèse cependant les partenaires extérieurs. Le dollar déprécié favorise l'exportation américaine, réduit d'autant le volume de sa dette à l'égard de la Chine – dette investie dans les importations chinoises – d'où une dépréciation parallèle des

réserves chinoises en \$. Ces variations poussent vers des valeurs-refuges tels le franc suisse, l'euro, ... qui, valorisés, freinent leur propre commerce extérieur. Cette insécurité contamine également les entreprises qui renchérissent de produits dérivés en guise de couverture de leurs liquidités.

Quant à l'Europe, ligotée par ses traités, enfermée dans le dogme de l'austérité, privée de la gestion monétaire qu'elle a cédée aux banques centrales autonomisées dont l'objectif est la stabilité des prix, elle n'a plus le choix de sa politique de change, ni de ses solutions de financement budgétaire.

Le Brésil, pour sa part, se prémunit contre toute vague spéculative en adoptant unilatéralement la taxation des entrées de capitaux et en imposant à raison de 6% les opérations financières. En fait, selon le Center for Economic Policy Research, de nombreuses mesures commerciales protectionnistes sont prises par maints pays tels la Corée, le Vietnam, la Chine, le Brésil, la

Russie, l'Allemagne,...

C'est dans ce contexte que le G20 prétend préserver le libre échange, des taux de change fondés sur les fondamentaux économiques et éviter les dévaluations compétitives. Il définira des indicateurs de contagion et instaurera des mécanismes de surveillance.

En conclusion, l'incohérence triomphe et le peuple paie la note : coopération mais passage d'une puissance à l'autre ; régulation coordonnée des taux de change mais flexibilité ; libre échange mais protectionnisme ; relance par la demande mais austérité ; réactions précoces à la crise mais répétition des erreurs de 1929 ; ... Nous pensons que l'urgence est aux actes forts car, dans pareil enlèvement, face au renouveau des risques populistes liés à la Tea Party aux États-Unis, à la résurgence de l'extrême droite en Europe et à la grogne des classes moyennes, le rêve internationaliste pour un autre monde, plus social, plus solidaire est bien ébréché.

## MIGRATION

par Candice Steven, membre d'ATTAC Liège

**I**llégal, le film coup de poing d'Olivier Masset Depasse, comme le documentaire de Patrick Jean, D'un mur l'autre : de Berlin à Ceuta, nous rappelle une autre violence quotidienne et arbitraire, celle faite aux travailleurs migrants sans-papiers, sous prétexte qu'ils n'ont pas de raison politique de quitter leur pays – juste la misère créée dans leur pays par les multinationales dans le sillage de la colonisation. Un film primé qui permet d'apprécier la liberté d'expression artistique : il montre les conditions de vie dans un centre fermé, plus étonnant encore, il documente les différents stades d'une expulsion et le déferlement de violence qui s'abat sur le réfractaire. Deux comportements donc (répression, aide à la production et à la diffusion) qui dépendent tous deux des pouvoirs publics. Un paradoxe fréquent, mais réjouissons-nous de son aspect positif, comme de l'aide de la mairie de Calais (voir plus bas) : nous ne vivons pas en dictature, nous pouvons dénoncer, nous pouvons aider. Ce n'est pas là le combat d'ATTAC ? Certes, ce n'est pas le rôle spécifique de notre association de mobiliser pour empêcher les déportations. Mais comme nous l'avons déjà démontré, comme le prouvent à l'envi d'autres films documentaires comme La fin de la pauvreté ? ou Let's make money, la cause de ces migrations économiques est le plus souvent à trouver dans le fonctionnement économique et financier planétaire qui est un de nos objets d'analyse, et la condition menacée des sans-papiers sert une économie qui de plus en plus s'appuie sur la précarité des travailleurs.

**Rappel** : les rendez-vous devant le centre fermé de Vottem tous les samedis de 16 à 17 h. Et une pétition en ligne, dans la foulée du film Illégal : <http://www.ouvronslesyeux.be/spip.php?rubrique2>

### **C'est pas l'homme qui prend la mer...**

C'est fin août que les sambistes liégeois du réseau international de percussionnistes Rhythms of Resistance se rendaient à Calais auprès des migrants. Le constat : d'ef-

froyables conditions de survie pour les sans-papiers. Et de fait : la situation n'a cessé d'empirer depuis la suppression en 2002 du centre de la Croix-Rouge à Sangatte – déjà sous le règne du Petit Nicolas, alors Ministre de l'Intérieur, certes aussi sur pressions de son homologue britan-

nique de l'époque, David Blunkett. Le Centre avait été constitué en 1999 dans une ancienne usine d'Eurotunnel et bien que possédant à la base une capacité de 200 places, la population hébergée quotidiennement tournait alors plutôt autour des 1600 personnes...

.../...

.../...

## **Interview de Marie, membre de la Samba de Liège, qui s'est rendue sur place avec ses camarades.**

Pourquoi vous être rendus à Calais ?

- Lors du Camp Action Climat à Liège, nous avons rencontré \* des sambistes polonais qui après le camp se rendaient à Calais. Nous y rejoignons donc ces nouveaux amis et des activistes No Border (pour l'abolition des frontières). Étant donné la situation difficile depuis la suppression du Centre de Sangatte, des militants s'y relaient sans cesse sous la bannière du Calais Migrant Solidarity dans le but de prêter main forte à l'association SALAM [www.associationsalam.org] qui vient en aide aux réfugiés ou de réaliser des actions de désobéissance civile. Nous comptons donc apporter un soutien en jouant de la samba.

Quelles furent vos premières impressions face à la situation que vous y avez découverte ?

- Eh bien, je dois dire que nous ne nous attendions pas à ce que ce soit catastrophique à ce point. La misère, la précarité et les violences que subissent ces réfugiés jours après jours sont absolument terribles.

A quoi le quotidien des migrants ressemble-t-il concrètement ?

- Ils se regroupent par ethnies – parfois par religions. Ils sont des centaines. Il y a des Afghans, des Iraniens, des Kurdes, des Kosovars, des Ethiopiens ou des Irakiens, notamment. Ils s'installent dans d'anciens bâtiments désaffectés délabrés. Il y a des immondi-ces partout. Certains constituent des habitations de fortune au moyen de détrit-és, dans les dunes ou les sous-bois près de Calais. Certains sont là depuis des semaines, d'autres depuis des années. Ils sont malades, sous-alimentés, n'ont que très rarement l'occasion de faire leur toilette. On les retrouve essentiellement en dehors du centre ville d'où la police les a chassés avec une grande violence il y a maintenant un an. Ils ont ainsi rétabli en

d'autres lieux les « jungles » alors détruites et dont tous les occupants avaient été arrêtés.

Que fait la police justement ?

- La police vient matins et soirs aux heures des maigres repas parfois assurés par SALAM. Elle chasse les réfugiés en les battant et/ou les gazant. Elle procède également régulièrement à des arrestations. Une fois qu'ils ont investi les abris, les policiers cassent du verre par terre, y jettent quantités de débris dangereux en tous genres, gazent les textiles et déversent des produits chimiques hautement toxiques sur la nourriture. Le but est d'une part de faire déguerpir les migrants, de les affaiblir encore davantage, de les traumatiser bien sûr, mais aussi d'essayer d'empêcher le rétablissement du campement par la suite. Il va sans dire que ces interventions sont extrêmement violentes, nous en avons été les témoins.

Avez-vous eu dès lors l'occasion de jouer de la samba ?

- Oui, nous avons joué pour les migrants. Nous avons emporté des instruments supplémentaires et certains d'entre eux ont souhaité jouer avec nous. Nous avons également été leur faire quelques courses, surtout de la nourriture. Nous avons tout de même eu l'impression de leur apporter quelques brefs instants de réconfort. Les sentiments qui nous ont néanmoins dominés durant et après la visite, c'est l'impuissance, mais bien plus encore, une très profonde indignation.

Y avait-il beaucoup d'autres activistes sur place ?

- Il y avait les Polonais qui nous avaient invités à les rejoindre. Ça faisait trois semaines qu'ils séjournaient là-bas et ils étaient très éprouvés. D'autres aussi, dont des Allemands qui apportaient des vêtements. Chacun peut s'y rendre tout au long de l'année pour apporter de l'aide, de la nourriture, des médicaments. L'association SALAM coordonne donc l'aide sur place. Ils vont également aux nouvelles des gens arrêtés et mis en détention, se chargent de loger dans les squats altermondialistes calaisiens les ac-

tivistes et les migrants qui en ont le plus besoin, comme ceux qui arrivent avec des bébés.

S'agit-il là de désobéissance civile ?

- Oui, totalement. Aider ces sans-papiers d'une manière ou d'une autre est illégal et condamnable. On appelle cela la répression contre l'aide au séjour d'étrangers en situation irrégulière, plus connue sous le nom de délit de solidarité, dont les peines ont été récemment aggravées. Ce qui est assez hallucinant, c'est que SALAM parvient à obtenir le soutien de la mairie notamment pour disposer de locaux pour la confection des repas ou loger des réfugiés par très grand froid, alors que d'autre part les CRS se livrent chaque jour à de réelles et insensées traques à l'encontre des mêmes réfugiés.

Qu'espèrent les migrants à Calais ?

- Ils espèrent réussir à passer au Royaume-Uni où leur condition de sans-papiers ne leur interdit pas de travailler, aucun permis de travail n'y étant requis. Ils pourraient ainsi entrevoir une issue et peut-être commencer une nouvelle vie, s'installer. Mais passer la Manche est devenu impossible vu les contrôles systématiques des camions, trains et autres embarcations, à grands renforts de détecteurs de CO2 et rayons X. Les migrants se retrouvent ainsi coincés à Calais – pris au piège entre la mer et les matraques.





# L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

## **Du vendredi 26 novembre au dimanche 5 décembre**

Festival « Cinéma d'Attac ». Programme et infos :  
[www.bxl.attac.be/cinema](http://www.bxl.attac.be/cinema)  
Au Botanique, à Bruxelles

## **Samedi 4 décembre, de 14h00 à 18h00**

Dans le cadre du cycle « Géopolitique » formation sur le thème : « Inde : société et relations internationales », avec Raphaël Gutmann, Jean-Joseph Boillot et Jacques Vellut.  
À la Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège (derrière le chœur de l'église Saint-Jacques)

## **Lundi 6 décembre, à 19h30 \***

Réunion du groupe de coordination d'ATTAC Liège

## **Mercredi 8 décembre, à 19h00**

Atelier-formation « ABCdaire ». Au programme : « La mesure de l'activité ».  
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

## **Lundi 13 décembre, à 19h30 \***

Atelier-formation « ABCdaire ». Au programme : « Travail et revenus : emploi, non-emploi et pauvreté, dans les pays pauvres et dans les pays riches ; les politiques de l'emploi comme résolution de la crise ».

## **Lundi 3 janvier, à 19h30 \***

Réunion du groupe de coordination d'ATTAC Liège

## **Mercredi 12 janvier, à 19h00**

Atelier-formation « ABCdaire ». Au programme : « Le marché de l'emploi ».  
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

## **Lundi 17 janvier, à 19h30 \***

Première rencontre dans le cadre du cycle de formation « L'Europe et nous » qui abordera les origines de l'Union européenne, sa structure institutionnelle, ses traits, sa stratégie, sa tendance à la privatisation, et donc la nécessité de défendre les services publics... Avec Englebert Renier.

## **Samedi 5 février, de 14h00 à 18h00**

Dans le cadre du cycle « Géopolitique » formation sur le thème : « Le Brésil de Lula et sa politique étrangère », Salle Wittert, Université de Liège, place du 20-Août

## **Lundi 7 février, à 19h30 \***

Réunion du groupe de coordination d'ATTAC Liège

## **Mercredi 9 février, à 19h00**

Atelier-formation « ABCdaire ». Au programme : « Le reste du monde ».  
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

## **Lundi 14 février, à 19h30 \***

Deuxième rencontre dans le cadre du cycle de formation « L'Europe et nous », avec Englebert Renier.

## **Mercredi 23 février, à 19h30 \***

AG d'ATTAC Liège  
Rencontre d'ATTAC Liège sur le thème de la lutte contre la fraude fiscale (voir encadré page 2)

## **Samedi 5 mars, de 10h00 à 18h00**

Dans le cadre du cycle « Géopolitique » et en accord avec Eric Toussaint, nous vous invitons à participer avec nous au cours qu'il donnera ce jour-là sur les alternatives qui se développent dans plusieurs pays d'Amérique latine (dans le cadre de son cours en Sciences politiques, 'Relations Nord/Sud'). Le cours est accessible à tous. Sart Tilman, Bâtiment B31 (flèches)

## **Samedi 26 mars, de 14h00 à 18h00**

Dans le cadre du cycle « Géopolitique » formation sur le thème : « Les contradictions de l'Afrique du sud »  
Salle Wittert, Université de Liège, place du 20-Août

## **Mercredi 4 mai : AG statutaires \***

19h00 AG des membres effectifs d'Attac-Liège : candidatures de nouveaux membres  
19h30 AG commune statutaire d'Attac-Liège : ratification de la liste des membres effectifs, approbation des comptes, constitution du nouveau Groupe de coordination ;  
constitution du nouveau CA et de son bureau (par les membres effectifs)

## **Mercredi 22 juin, à 19h30**

AG d'ATTAC Liège : soirée débat sur les thèmes du développement, de la croissance, de l'objection de croissance...  
A la Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège (derrière le chœur de l'église Saint-Jacques)

## **Du mardi 9 au dimanche 14 août**

Université d'été des Attac d'Europe, dans le sillage de celle qui avait été organisée à Sarrebruck en 2008. Six jours de rencontres, d'échanges, de débats, histoire de partager nos expériences, nos questions, nos réflexions, et de rendre du punch à nos travaux dans nos pays et locaux respectifs. Au programme : forums, débats et ateliers sur tous les thèmes de réflexion des Attac d'Europe. A Fribourg en Brisgau (Allemagne)

\* Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée

## L'autre agenda

### **Vendredi 10 décembre à 19h30**

A l'occasion de la journée internationale « Terra Madre » et de la journée des Droits de l'homme, le centre liégeois du Beau-Mur propose une conférence-débat « Brevets sur les semences, paysans sous dépendance », avec un représentant de la FUGEA et deux représentantes de Kokopelli.

Au centre liégeois du Beau-Mur, 50 rue du Beau-Mur, 4030 Grivegnée

### **Samedi 11 décembre à 10 h.**

Conférence de Vicky Goossens et de Francis Bismans « Le point sur les propositions de régulation de la finance »  
Au Progrès de Herstal, Club Miguel Hernandez, Grande Foxhalle 2, 4040 Herstal

### **Lundi 24 janvier à 19h30**

Présentation du livre d'Eric Toussaint, *Coup d'oeil ans le rétroviseur*  
Barricade, rue Pierreuse à 4000 Liège

### **Du dimanche 6 au vendredi 11 février 2011**

**Forum social mondial**  
Cette année, c'est en Afrique que se retrouvent les organisations et citoyens qui souhaitent un autre monde plus équitable. A Liège, des membres du CADTM et de la FGTB y participeront.  
Infos : <http://fsm2011.org/fr/frontpage>  
A Dakar (Sénégal)

### **Du lundi 28 mars au samedi 2 avril**

Semaine de la solidarité internationale  
En divers endroits de Liège